



ANALYSES RÉGIONALES

PAYS DE LA LOIRE



Comme chaque année, les analyses régionales font ressortir quelques caractéristiques de la pauvreté rencontrée dans chacune des régions françaises, ainsi que leur évolution en 2015. En dehors des départements d'outre-mer étudiés individuellement, chaque analyse régionale s'appuie sur plusieurs milliers

de situations. Si rien ne garantit la représentativité de ces échantillons, les difficultés qu'ils révèlent sont bien réelles et, pour la plupart, se retrouvent de façon récurrente d'année en année. Certaines caractéristiques correspondent d'ailleurs à des particularités démographiques ou économiques régionales.

Les éléments de conjoncture et de présentation sont issus de publications des directions régionales de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), réalisées en partenariat avec les autres acteurs des statistiques publiques. Pour chaque région, nous indiquons quelques chiffres de cadrage comparés aux moyennes métropolitaines (source : Insee). Les valeurs indiquées dans ces tableaux de présentation sont celles de 2015 ou, à défaut, les dernières publiées.

L'analyse des situations rencontrées par les équipes du Secours Catholique repose sur un ensemble d'indicateurs dont les plus importants figurent dans un second tableau qui rapproche les valeurs de ces indicateurs dans la région pour deux années, 2010 et 2015¹, et les valeurs nationales. Un graphique présente en outre quelques points marquants de la région d'après les informations recueillies par le Secours Catholique. L'analyse peut être accompagnée d'exemples d'actions menées par le Secours Catholique et de propositions.

DÉFINITIONS

Situation de pauvreté : personne ou famille rencontrée, soutenue, accompagnée et/ou aidée par le Secours Catholique. Le terme « situation » est à rapprocher de ce que l'Insee désigne par « ménage ». Les deux termes seront employés indifféremment dans ces analyses régionales.

Personne de référence : au sein de chaque ménage, personne qui se présente à l'accueil des équipes du Secours Catholique pour les couples et les ménages complexes, ou adulte unique du ménage pour les personnes isolées et les familles monoparentales.

Revenu par unité de consommation (UC) ou niveau de vie du ménage : revenu total (mensuel) du ménage divisé par la somme des UC le composant. Dans un ménage, le premier adulte compte pour 1 UC, les autres adultes et les enfants de plus de 14 ans (inclus) comptent pour 0,5 UC chacun et les enfants de moins de 14 ans comptent pour 0,3 UC chacun. Cette échelle d'équivalence est utilisée par l'ensemble des pays européens. Chaque individu ne correspond pas à 1 UC afin de prendre en compte les économies liées à la mutualisation au sein des ménages. Pour le distinguer du revenu total, le revenu par UC est également appelé niveau de vie du ménage.

¹ Nous prenons une période un peu plus longue que les autres années afin de faire ressortir les évolutions. Le nouveau découpage des régions est pris en compte dans nos calculs.

PAYS DE LA LOIRE		
Données générales	Pays de la Loire	France métropolitaine
Population au 01-01-2015 en milliers*	3 716	64 277
Taux de chômage 4 ^e trimestre 2015	8,8 %	9,9 %
Part d'étrangers dans la population (2013)	2,4 %	6,2 %
Densité du parc social**	58,2	71,8
Niveau de vie mensuel médian (2012)	1 624 €	1 649 €
Taux de pauvreté à 60 % (2012)	10,7 %	14,3 %
Chiffres 2015 Secours Catholique		Pays de la Loire
Situations rencontrées		31 958
Nombre d'équipes		418
Nombre de bénévoles		6 351
Nombre de situations analysées		4 722
* Chiffres provisoires. ** Nombre de logements sociaux pour 1 000 habitants au 01-01-2015.		

PRÉSENTATION¹

Les Pays de la Loire connaissent depuis quinze ans une forte croissance démographique, grâce au dynamisme des naissances et à l'arrivée de nouveaux habitants. Ces effets s'atténuent très légèrement sur la période récente.

Sur le plan économique, la région Pays de la Loire a subi un ralentissement de ses activités depuis 2008. En 2015, l'emploi progresse de 0,8 %, ce qui correspond à 7 000 créations. Il augmente dans les services marchands, notamment dans l'intérim, qui progresse fortement après une légère baisse en 2014. Toutefois, la situation est toujours difficile dans l'industrie et la construction².

Dans les Pays de la Loire, la pauvreté est moins marquée que dans les autres régions de France métropolitaine. Néanmoins, 383 000 personnes y vivent sous le seuil de pauvreté. L'observation de la composition du revenu disponible met en relief les particularités territoriales. Dans la région, la part des minima sociaux dans le revenu disponible est moindre, conséquence d'une pauvreté relativement plus faible. A contrario, les prestations familiales contribuent plus fortement au revenu, les Pays de la Loire ayant une forte proportion de familles nombreuses. La région connaît moins d'inégalités de revenus que les autres, mais

des disparités existent entre ses territoires : le taux de pauvreté varie de 9,7 % à 12,8 % entre les cinq départements. À l'échelle des aires urbaines, on observe que les plus grandes sont plus riches, mais les inégalités de revenus internes y sont plus fortes et le taux de pauvreté plus élevé. Les villes-centres des grands pôles sont elles-mêmes pleines de contrastes : les plus hauts revenus y côtoient les plus bas, la part d'imposition y est la plus forte, tout comme la part des prestations sociales³.

LES SITUATIONS RENCONTRÉES PAR LE SECOURS CATHOLIQUE EN 2015

En Pays de la Loire, les équipes du Secours Catholique ont rencontré 31 960 ménages en 2015. Quatre sur dix étaient déjà connus des bénévoles, signe d'une installation durable de la pauvreté, mais aussi d'une réelle volonté d'accompagnement sur le long terme de la part des bénévoles comme le montre la forte proportion de rencontres à domicile (13 % des rencontres), nettement supérieure à la moyenne nationale (4 % des rencontres) depuis plusieurs années.

En 2015, parmi les ménages accueillis au Secours Catholique, moins d'un sur cinq est en situation d'emploi. La part de personnes au chômage sans droits reconnus représente un

ménage sur trois. Parmi les ménages accueillis, 8 % connaissent des irrégularités dans les versements de leurs ressources (indus prélevés, retards de versement...), une proportion en baisse de 3 points par rapport à 2014.

Plus de six ménages sur dix ont des problèmes d'impayés pour un montant médian de 800 €. Ces impayés concernent les factures d'énergie (44 % contre 40 % au niveau national des accueils), puis les factures d'eau (un quart des ménages parmi ceux qui ont des impayés). Cependant, le Secours Catholique reste sollicité en priorité pour des demandes alimentaires (une demande sur deux), puis pour des demandes d'écoute, conseil et accueil (une demande sur trois). On remarque depuis 2010 une hausse croissante et régulière des demandes concernant la mobilité (+ 6 points).

La région Pays de la Loire est un lieu d'accueil pour les étrangers, dont la situation est souvent plus précaire que celle des Français. Dans les accueils du Secours Catholique, un tiers des ménages sont de nationalité étrangère, avec une importante proportion de personnes déboutées ou sans-papiers (+ 7 points en cinq ans). Si l'afflux de migrants en 2015 n'a pas été aussi important qu'annoncé, la précarité de ce public a touché les bénévoles et leurs actions se sont renforcées.

EXEMPLES D'ACTIONS MENÉES PAR NOS ÉQUIPES EN 2015

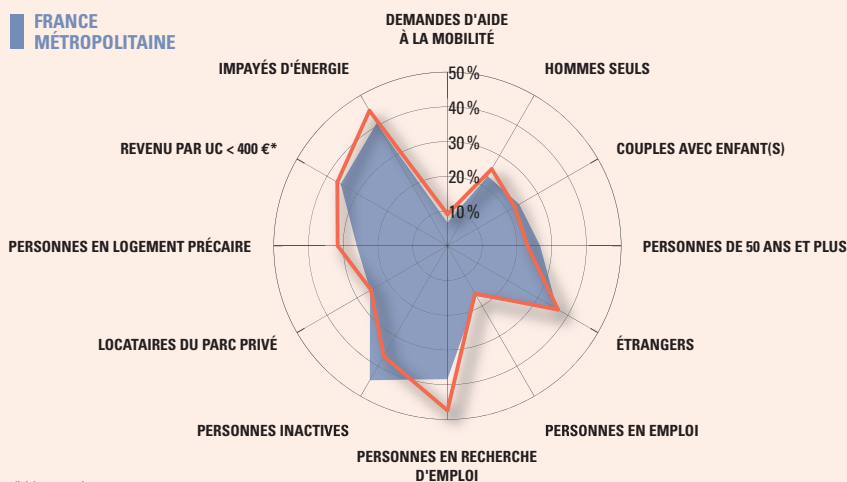
La question des migrants est complexe et très médiatisée. Le comité régional du Secours Catholique des Pays de la Loire a donc décidé de se doter d'outils pour informer et sensibiliser le plus grand nombre. Un salarié a été recruté pour permettre une montée en compétences du réseau des bénévoles, et plus de 600 bénévoles se sont formés pour mieux comprendre les parcours des migrants. Après les nouvelles lois sur l'asile et l'immigration, les bureaux ligériens ont proposé des rencontres aux députés et aux sénateurs afin de discuter des enjeux de ces lois au quotidien et de porter des amendements à leur attention.

¹ http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=17&sous_theme=5
<http://www.insee.fr/fr/regions/>

² Insee Conjoncture Pays de la Loire, n° 10, mai 2016.

³ Insee Analyses Pays de la Loire, n° 14, juin 2015.

PAYS DE LA LOIRE

FRANCE
MÉTROPOLITAINE

* Y compris sans ressources.

À la suite de l'appel du pape François, en septembre 2015, des rencontres menées en association avec les diocèses et les paroisses ont permis d'organiser la solidarité envers les migrants et d'ouvrir des groupes de partage et de réflexion.

Des lieux d'accueil et d'écoute. Dans les accueils, les bénévoles mettent un point d'honneur à accueillir et écouter toute personne qui franchit le seuil. Les migrants y trouvent des lieux où se poser et s'informer, loin de la course permanente imposée par le fonctionnement des structures institutionnelles. En effet, allant de rendez-vous en rendez-vous (préfecture, médecin, 115, école, banque, PADA⁴...), dans un pays dont souvent ils ne parlent pas la langue, les migrants ont peu d'occasions de s'asseoir, de souffler et de recevoir une écoute attentive.

Des cours de français. Pour favoriser l'intégration des migrants, 350 bénévoles proposent des cours de français sur tout le territoire ligérien. À domicile, dans nos locaux ou dans les centres d'accueil et d'orientation (CAO), en individuel ou en collectif, la forme de ces cours s'adapte aux besoins et aux rythmes de chacun. Ils sont suivis par des primo-arrivants qui se familiarisent avec la

langue, comme par des personnes préparant le diplôme initial de langue française (DILF) en vue d'accéder à l'emploi. Ce dispositif est complété par le soutien scolaire individuel ou collectif auprès des enfants.

Les loisirs comme moyen d'intégration.

Les migrants sont condamnés à attendre : la réponse de la préfecture, le rendez-vous chez le médecin, le délai de saisie d'un tribunal... Sans droit au travail, pour ceux qui sont en situation irrégulière ou en attente de statut (demandeurs d'asile notamment), et sans argent, cette attente porte atteinte à leur moral. Les équipes du Secours Catholique proposent donc des activités de loisirs qui vont leur permettre de mieux s'intégrer, de découvrir leurs lieux de vie (visites, sorties...), de rencontrer d'autres personnes, de mieux comprendre le fonctionnement de notre société et de vivre des moments ludiques en famille ou entre amis, au contact des bénévoles et des personnes de leur environnement (paroissiens, voisins...). Ces activités vont du sport (équipes de course à pied ou de football) à l'organisation de sorties conviviales et culturelles (visites, spectacles, musées...), en passant par des propositions de vacances.

L'accompagnement individuel. Des permanences juridiques spécialisées (40 bénévoles

en Pays de la Loire) se sont développées afin d'aider les migrants dans leurs démarches administratives et de leur faire connaître leurs droits. Ces démarches vont parfois jusqu'à l'accompagnement au logement ou à l'hébergement en partenariat avec les diocèses, les associations et les services de l'État.

En 2015, les secours financiers (hors aides en nature) versés aux étrangers en Pays de la Loire représentent 99 085 €, soit 14 % de l'ensemble des secours (708 278 € en 2015). Ces aides financières visent à faciliter l'intégration des personnes et à leur assurer un minimum de dignité.

⁴ PADA : plateforme d'accueil des demandeurs d'asile

PAYS DE LA LOIRE		Pays de la Loire		France entière
		2010	2015	2015
Principales demandes d'aide (1)	Écoute, accueil, conseil	33,0 %	35,5 %	56,9 %
	Alimentation	53,4 %	53,3 %	54,8 %
	Loyer, factures d'énergie, d'eau	12,8 %	16,7 %	18,0 %
	Mobilité (voiture, transport)	4,1 %	10,5 %	6,1 %
Types de ménage (2)	Homme seul	25,4 %	25,4 %	23,1 %
	Femme seule	15,4 %	15,8 %	16,9 %
	Couple sans enfant	6,3 %	5,0 %	6,2 %
	Père isolé	3,3 %	4,4 %	3,7 %
	Mère isolée	27,2 %	27,1 %	26,4 %
	Couple avec enfants	22,3 %	22,5 %	23,8 %
Âge de la personne de référence	Moins de 25 ans	10,9 %	9,1 %	8,4 %
	De 25 à moins de 50 ans	67,7 %	65,4 %	64,9 %
	50 ans et plus	21,4 %	25,5 %	26,7 %
Nationalité de la personne de référence	France	75,1 %	71,4 %	63,6 %
	Union européenne	1,3 %	1,9 %	4,0 %
	Maghreb	5,6 %	5,3 %	8,7 %
	Afrique subsaharienne	10,2 %	13,2 %	11,6 %
	Europe de l'Est	6,2 %	6,5 %	8,9 %
	Autres	1,6 %	1,7 %	3,2 %
Statut de la personne de référence (étrangers hors UE)	Statut accordé, provisoire ou définitif	54,5 %	49,5 %	42,9 %
	Statut demandé en attente	38,5 %	36,1 %	38,6 %
	Débouté, sans papiers	7,0 %	14,5 %	18,5 %
Situation face à l'emploi de la personne de référence	CDI plein temps	3,7 %	3,1 %	3,9 %
	Formes particulières d'emploi (3)	14,3 %	13,2 %	11,6 %
	Formation professionnelle	2,3 %	1,5 %	1,1 %
	Sous-total emploi	20,3 %	17,8 %	16,6 %
	Chômage indemnisé ou en attente	13,6 %	12,6 %	12,3 %
	Chômage sans droits reconnus	36,7 %	31,5 %	26,3 %
	Sous-total chômage	50,4 %	44,2 %	38,6 %
	Étudiant	0,9 %	1,1 %	1,1 %
	Inaptitude santé	9,7 %	9,3 %	9,8 %
	Retraite, préretraite	3,9 %	4,8 %	5,4 %
	Au foyer, congé maternité	5,8 %	4,8 %	5,1 %
	Sans droit au travail	3,7 %	6,6 %	11,1 %
	Autre sans emploi	5,3 %	11,4 %	12,3 %
	Sous-total inactivité	29,4 %	38,0 %	44,8 %
Logement ou hébergement	Locataires du parc social	38,1 %	37,0 %	39,6 %
	Locataires du parc privé	28,5 %	28,5 %	25,8 %
	Autres logements stables (4)	7,9 %	9,8 %	8,7 %
	Sous-total logement stable	74,5 %	75,3 %	74,1 %
	Hébergement chez des proches	8,4 %	8,6 %	9,2 %
	Hôtels, caravanes, péniches	5,7 %	2,9 %	4,4 %
	Centre d'hébergement, squat, rue	11,4 %	13,1 %	12,3 %
	Sous-total hébergement précaire	25,5 %	24,7 %	25,9 %
Types de ressources	Aucunes ressources	13,7 %	15,9 %	19,5 %
	Transferts sociaux seulement	42,1 %	40,5 %	37,0 %
Existence d'impayés		69,1 %	62,8 %	56,9 %
Revenu mensuel moyen hors ménages sans ressources (€ 2015)		978 €	998 €	989 €
Revenu par UC mensuel moyen hors ménages sans ressources (€ 2015)		625 €	644 €	633 €
Impayé médian (€ 2015)		773 €	800 €	800 €

(1) Pourcentage de personnes formulant ce type de demande. (2) Hors ménages complexes. (3) CDD, temps partiel, intérim, travail saisonnier, emplois aidés, travail indépendant, travail informel.

(4) Propriétaires et habitat collectif (pensions, résidences...).